23 novembre 2020

L'ANTIDOTE Anticapitaliste

C'est l'heure où la crise sanitaire fait toujours plus de ravages, où le gouvernement n'apparaît responsable que devant les actionnaires, et où le personnel de la santé se retrouve encore aux prises avec le virus sans moyen, malgré la solidarité de la population.

Il est donc plus qu'urgent de mettre la focale sur les conditions de travail dans la santé, les mobilisations et les réactions qui s'en suivent.

Pour celles et ceux qui ont applaudi les soignants, pour tout le personnel de la santé révolté par la situation sanitaire et pour tous ceux qui voudraient voir les travailleurs relever la tête, l'Antidote Anticapitaliste, réalisé par des militants du NPA-L'Etincelle, se propose de poser une focale anticapitaliste sur la crise sanitaire et de se faire l'écho des luttes actuelles.

N'hésitons pas à faire tourner cet hebdomadaire à tous les potentiels intéressés et concernés !

DES ESPOIRS SANS ILLUSIONS À UNE COLÈRE GÉNÉRALE ?

Le Ségur est passé comme il est reparti. Dans quelques secteurs, il a permis des revalorisations mais bien en deçà des nombreuses attentes des personnels, comme on pouvait s'en douter. De plus, les retombées financières pour celles et ceux qui étaient en première ligne ont été surtout très inégalement réparties. Entre établissements, entre services, tout le monde n'a pas été logé à la même enseigne. Or, opposer le personnel soignant au médico-social et aux administratifs comme l'a fait ce gouvernement n'est pas une nouveauté. Si chaque métier a ses qualifications requises, ses spécificités, il n'en est pas moins vrai que les travailleuses et les travailleurs de la Santé forment un ensemble qui a plus de choses en commun que de différences. Et l'on pourrait même élargir cette remarque à nos collègues du privé.

PRÉPARER L'AVENIR

Beaucoup de personnels attendaient du Ségur des revalorisations salariales et une reconnaissance de leur travail. L'argument de la reconnaissance a permis au gouvernement de faire de beaux gestes qui ne lui ont pas coûté très chers. Du côté des hausses des revalorisations, il y eu maldonne. Il était facile de brandir une enveloppe, l'agiter devant la presse, mettre en valeur une prétendue concertation dans la branche. Mais ce qui a permis cette discussion sur les salaires, ce n'est pas ce dialogue social mais la mobilisation continue et déterminée des personnels. Or les discussions sur l'application de ces mesures, sur le fond et la forme, se sont faites loin de celles et ceux qui ont mené la lutte. Une somme que nous aurions décidée ensemble : 500 ou 300 euros nets d'augmentations de salaire immédiatement pour tout le monde. Les négociations doivent être transparentes et les revendications décidées par chacun. Cette démocratie de la lutte est bien loin de leur démocratie des riches qui interdit de filmer les violences policières, qui garantit à des grandes entreprises de licencier et de



ruiner des régions entières. Pour nous tous, l'hôpital est un lieu pour soigner des patients et non une usine à placer des clients.

LA PEUR DOIT CHANGER DE CAMP

Le défi est difficile mais si nous contrôlons nos luttes du début à la fin, il sera possible d'inverser le rapport de forces. Tentons aussi de changer notre façon d'être au travail. Aux burn-out individuels et à l'isolement, nous devons opposer la solidarité active des travailleurs. Cela pourrait bien inquiéter le gouvernement. La preuve ? Un article du Canard Enchaîné fait état d'une enquête ordonnée par la patronne du service central du renseignement territorial. L'enquête, intitulée « État d'esprit des personnels hospitaliers au regard de la reprise de la pandémie », avait pour objectif de sonder l'état des tensions sociales dans l'hôpital. En plein plan Vigipirate, depuis le 29 octobre le Ministère de l'Intérieur mobilise 2800 agents pour arracher un scoop — on manque de lits de réanimation et d'agents —, et surtout pour prendre la température. Ce n'est pas la peur de la pandémie qui les motivait, mais bien la crainte d'une possible contagion sociale. « Le risque d'explosion tétanise [bien] l'exécutif » comme le titrait le très bourgeois magazine Challenges ce jeudi 19 novembre. La peur changerait-elle de camp ?

ET HOP ! DEUX MILLIARDS DE MOINS POUR LES HÔPITAUX !

L'Assemblée Nationale a voté le plan santé 2021 qui porte le nom de projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS). Ce projet établit le montant des dépenses de santé publique pour l'année, en particulier celui des hôpitaux publics. On aurait pu croire que toute cette année 2020, de la pandémie en passant par les luttes des travailleuses et travailleurs de la santé, allait servir de leçon. Que nenni ! Au lieu d'augmenter le budget alloué à la santé, l'Assemblée Nationale prévoit de diminuer les crédits. De toute évidence, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes pour imposer une autre politique pour la santé.

« TOUT EST PRÊT » QU'IL DISAIT… OUPS, UNE PÉNURIE DE MÉDICAMENTS !

L'association UFC-Que Choisir nous alerte sur la pénurie de médicaments qui ne cesse de toucher le pays. Entre 2016 et 2020, le nombre de médicaments déclarés en rupture a été multiplié par 6. Très concrètement, il pourrait y avoir 2 400 médicaments en rupture de stock, parfois pour seulement plusieurs jours mais pouvant aller jusqu'à plusieurs mois. Toujours d'après l'association, ces médicaments en pénurie ont le point commun d'être tous anciens (75 % sont commercialisés depuis plus de 20 ans) et vendus peu chers (3/4 coûtent moins de 25 euros, et 1/4 moins de 4 euros). Aux yeux des grandes entreprises pharmaceutiques, ces médicaments ne rapportent pas suffisamment pour les commercialiser. Puisque soigner signifie pour eux soigner leurs profits, les travailleurs seront bien obligés de contrôler par eux-mêmes ces grandes industries.

LE RENFORT DES ÉTUDIANTS INFIRMIERS SOUMIS À CONDITIONS

Si les conditions de travail dans l'hôpital sont mises en lumière par la crise sanitaire, les conditions de formation et de travail des Étudiants en Soins Infirmiers (ESI) restent invisibilisées.

D'un côté, la lutte des ESI sur Nantes et dans d'autres coins — comme à Paris — a permis d'imposer à leurs directions la suspension de leur formation et la rémunération de leur mobilisation en tant que renforts auprès des soignants.

De l'autre, nombreuses sont les raisons qui pourraient les pousser à reprendre le chemin de la contestation. Pour ceux qui sont envoyés sur le terrain en tant que stagiaires (les premières années), les professionnels, parce que toujours en sous-effectif, n'ont pas toujours le temps d'encadrer les étudiants infirmiers, de prendre le temps de leur montrer de nouveaux soins, de les accompagner et de débriefer leur travail pour les faire progresser. Bien souvent, on fait faire à l'étudiant ce qu'il sait déjà faire, et il n'est pas rare qu'on entende dire au départ de l'étudiant « heureusement qu'il y avait l'étudiant, je ne sais pas comment on aurait fait sans lui ». Car s'ils sont payés des clopinettes (une vingtaine d'euros par semaine), les ESI remplacent souvent une collègue aide-soignante. Et lorsqu'ils sont mobilisés officiellement en tant qu'aide-soignants, leur salaire s'approche plus du SMIC que de celui d'un AS, les heures supplémentaires ne sont pas comptées, ni les heures de nuit ou les dimanches et jours fériés. De plus, sur le terrain, nombreux sont ceux qui ont vu pendant la première vague leur travail glisser vers des soins infirmiers sans que leurs rémunérations soient pour autant augmentées.

Appelés en renfort sur les deux vagues de l'épidémie, ils prennent conscience que les problèmes rencontrés sont très largement partagés et que ces derniers sont dus à des choix politiques qui vont à l'encontre de l'intérêt de tous. De quoi leur donner envie de rejoindre les rangs de la contestation hospitalière et de renouveler à leur tour les « mardis de la colère » du premier déconfinement.

LE FLOUTAGE DE GUEULE DE LA LOI SÉCURITÉ GLOBALE



Deux ans après le début des Gilets jaunes, le gouvernement n'est pas oublié de rendre honneur aux éborgnés : Darmanin présente son projet de loi « Sécurité globale » pour un tour de vis sécuritaire et policier de plus.

Au menu, une série de mesures répressives destinées à renforcer la surveillance de la population et l'impunité policière. L'article 24 pénalise d'un an de prison et 45 000 euros d'amende la diffusion de « l'image du visage ou tout autre élément d'identification » des forces de l'ordre en intervention quand elle porte « atteinte à leur intégrité physique ou psychique ». La loi indique dans le même temps un renforcement des moyens de surveillance policière par la généralisation de l'usage de drones et la multiplication des caméras de vidéosurveillance dans l'espace public. Des amendements ont aussi été déposés pour introduire la reconnaissance faciale.

Le rapport 2019 de l'IGPN, la police des polices, indiquait que près de 13 500 balles de défense avaient été tirées au cours des treize premières semaines du mouvement des « gilets jaunes » ; elle avait également été saisie de 1460 enquêtes judiciaires, soit une hausse de 23 % par rapport à l'année précédente. Après que le monde ait été traversé par des soulèvements contre les violences policières suite à l'étranglement de George Floyd, que les lycéens se soient fait arrêter et gazer afin de réclamer un protocole sanitaire dans leurs établissements, on estime que la priorité est encore de donner des moyens aux flics.

Face à la recrudescence des violences, le gouvernement fait donc passer en force des mesures liberticides afin de se préparer aux chocs à venir. Bien conscient que semer la misère engendre la colère, c'est bien contre les mobilisations futures de cette seconde vague que le pouvoir se prépare.

Et ça ne loupe pas : depuis plus d'une semaine, dans toute la France, la colère se déconfine pour aller manifester contre cette loi. Mardi 17 novembre, près de 500 personnes se sont rassemblées à Nantes. Malgré ces boucliers, la loi a été adoptée dans la nuit du vendredi 20 à l'Assemblée. Le combat ne fait donc que commencer.

QUAND LA PSYCHIATRIE, « PARENT PAUVRE DE LA MÉDECINE », S'APPRÊTE À DEVENIR PLUS PAUVRE ENCORE…

Depuis quarante ans, la situation de la psychiatrie publique ne cesse de se dégrader, en raison d'une diminution continue des moyens alloués aux structures de soins en santé mentale. Pour ne rien arranger à cette situation dramatique, le gouvernement se prépare à appliquer une réforme du financement de la psychiatrie, sur le modèle de la tarification à l'activité (T2A) conçue à l'époque par un certain Jean Castex, et dont on voit les effets dévastateurs, plus particulièrement à travers la crise sanitaire actuelle.

En quoi consiste-t-elle ? Au passage d'un système de dotation annuelle de financement (DAF) par établissement, déjà chroniquement insuffisant, à un financement sur la base d'une « tarification par compartiments ». Cette nouvelle machine à réduire encore les moyens permet d'attribuer des financements sur la base d'indicateurs qui poussent à toujours plus de concurrence entre les établissements. Et ce, sur le dos de la santé des patients et du travail des soignants. À titre d'exemple, un des compartiments de financement est lié à ce qu'on appelle « la file active », terme définissant le nombre de patients vus au moins une fois dans l'année. Il s'agira donc d'avoir la file la plus longue, pour avoir le plus d'argent possible, de voir le plus grand nombre de patients en un temps le plus réduit possible. À cela s'ajoute un codage des actes de soins, chaque soin codé ayant son tarif ! Cet objectif de quantification du soin en psychiatrie est une aberration qui marchandise la relation du soignant avec le patient, alors même qu'elle est le pilier essentiel de soins qui, pour les patients les plus en souffrance, s'inscrivent dans un temps long.

GRENELLE DE L'ÉDUCATION OU SÉGUR DE LA SANTÉ, UNE MÊME LOGIQUE… À COMBATTRE !

Après le Ségur de la santé, c'est au tour de l'éducation d'avoir droit à des miettes. Le ministre de l'Éducation Nationale annonçait dans un entretien au journal le Monde qu'« un tiers des professeurs titulaires va être augmenté dès 2021 ». À partir du mois de mai, une nouvelle prime de 100 euros par mois sera versée aux enseignants fraîchement recrutés, et de 36 euros pour ceux qui ont le plus d'ancienneté. Les contractuels débutants gagneront 54 euros nets de plus chaque mois. Le gouvernement a également annoncé une prime de 150 euros à l'année pour s'équiper en outils informatiques afin de pouvoir donner des cours en distanciel. Enfin, le ministre Jean-Michel Blanquer a dit vouloir recruter des contractuels pour remplacer les professeurs remplissant les critères de vulnérabilités au Covid-19.

C'est pourtant bien en dessous de ce qu'il faudrait. Aucun moyen supplémentaire concret ni dédoublement des classes ou d'encadrants supplémentaires. Aucune augmentation pour les postes les plus précaires (AED, AESH, Atsem, etc.) ni de titulaires supplémentaires. Ce n'est certainement pas le recours à des contractuels ou des miettes d'augmentation qui vont satisfaire les travailleurs de l'Éducation nationale. Entre les loyers de plus en plus chers, les envolées de prix et des conditions de travail toujours de plus en plus difficiles, que ce gouvernement n'espère pas avoir réglé ses comptes.

La colère est bien là et les maigres réponses du gouvernement ne font que la redoubler : dans la santé, dans la justice ou dans l'éducation. Au-delà des différences entre nos secteurs, nos postes ou nos statuts, c'est une même logique à l'œuvre : des logiques budgétaires au détriment des salariés et des usagers et au profit des grandes entreprises. À une même logique du chiffre, répondons par une même riposte d'ensemble. Le gouvernement divise ses réponses pour mieux régner, alors brisons l'isolement et fédérons nos colères !

RETROUVEZ TOUS NOS ANTIDOTES ICI.

NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

MOBILISATION DES EXCLUS DU SÉGUR DE LA SANTÉ JEUDI 26 NOVEMBRE

Un appel à la grève est lancé par la CGT ce jeudi en direction des exclus du Ségur de la Santé dans le secteur du social et du médico-social. Malheureusement, même les hospitaliers comptent parmi les exclus au regard des insuffisances du Ségur. C'est donc une occasion pour tous les travailleurs de la santé d'unir leur colère et leurs revendications face à ce gouvernement du capital qui les méprise et les abandonne à leur sort. Pas d'améliorations des conditions de travail, ni d'embauches ou de lits supplémentaires, les raisons ne manquent pas pour sortir de l'isolement et riposter. C'est également une occasion de se mobiliser pour tous les autres secteurs en lutte comme l'éducation et tous ceux qui se sentent solidaires des soignants.

Jeudi 26 novembre 2020 à 14 h devant le standard des Établissements de MINDIN

Que voulons-nous ?

Le Npa regroupe des militants de sensibilités différentes qui luttent pour une société sans pollution, sans misère et sans guerre. Cela veut dire aujourd'hui en finir avec le capitalisme car nos vies valent plus que leurs profits. La santé n'est pas une marchandise et nous comptons rassembler toutes celles et ceux qui partagent ces objectifs.

N'hésite pas à faire traîner ce tract où tu veux qu'il soit lu et nous contacter pour préparer la riposte.

POUR NOUS SUIVRE ET NOUS CONTACTER

@NANTES.REVOLUTIONNAIRE

NPA L'ÉTINCELLE NANTES

CONVERGENCES REVOLUTIONNAIRES

www.convergencesrevolutionnaires.org

Ne pas jeter sur la voie publique, fais-le plutôt tourner ce journal s'il t'a plu.